

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/291

G/SCM/W/299

27 février 1996

(96-0721)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

**REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LA COREE¹ CONCERNANT LES
NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES
PAR LE GOUVERNEMENT INDIEN² AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5
ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS**

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 février 1996.

Questions concernant la législation antidumping de l'Inde

1. Questions générales

- 1) Dans les cas où il n'y a pas de dispositions pertinentes dans la législation nationale, l'Accord de l'OMC s'applique-t-il?**
- 2) Si les dispositions de la législation nationale en vigueur ne sont pas conformes à l'Accord de l'OMC, les dispositions de ce dernier s'appliquent-elles?**

1. Réponse

L'enquête doit être menée conformément aux dispositions des articles 9, 9A, 9B de la Loi de 1975 sur le tarif douanier et des règlements élaborés à partir de cette loi concernant les enquêtes antidumping et les enquêtes en matière de droits compensateurs, dispositions qui sont toutes reproduites dans le document G/ADP/N/1/IND/1.

2. Possibilité de ne pas tenir compte des renseignements confidentiels

L'article 6.5.2 de l'Accord de l'OMC dispose ce qui suit:

"... [les autorités] pourront ne pas tenir compte des renseignements en question, sauf s'il peut leur être démontré de manière convaincante, de sources appropriées, que les renseignements sont corrects."

¹G/ADP/W/127-G/SCM/W/136.

²G/ADP/N/1/IND/2-G/SCM/N/1/IND/2.

Pour cela, trois conditions doivent être remplies:

- **premièrement, une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée;**
- **deuxièmement, la personne qui a fourni les renseignements ne veut pas les rendre publics; et**
- **enfin, il ne peut pas être démontré que les renseignements sont corrects.**

Contrairement à cette disposition de l'Accord de l'OMC, la loi antidumping de l'Inde ne semble pas reprendre la troisième condition, ce qui la rend manifestement beaucoup moins contraignante que l'article 6.5.2 de l'Accord de l'OMC.

Quelle est l'opinion de l'Inde sur cette question?

2. Réponse

Il est sous-entendu que l'autorité compétente peut ne pas tenir compte des renseignements en question, sauf s'il peut lui être démontré de manière convaincante que les renseignements sont corrects.

3. Mesures provisoires

L'article 7.4 de l'Accord de l'OMC dispose ce qui suit:

"L'application des mesures provisoires sera limitée ... qui n'excédera pas quatre mois, ou, ... à la demande d'exportateurs contribuant pour un pourcentage notable aux échanges ... à une période qui n'excédera pas six mois."

Or, l'article pertinent de la loi antidumping de l'Inde prévoit des délais de six et neuf mois pour l'application de mesures provisoires.

L'article 13 de la loi antidumping de l'Inde dispose ce qui suit:

"... le droit imposé ne demeurera en vigueur que six mois au maximum, durée qui pourra, sur la demande d'exportateurs contribuant pour un pourcentage notable au commerce considéré, être portée à neuf mois par le gouvernement central."

Cette disposition n'est pas conforme à l'Accord de l'OMC. Quelle est l'opinion de l'Inde sur cette question?

3. Réponse

Attendu que l'article 18 1) du Règlement antidumping dispose que le montant du droit ne dépasse pas celui qui a été jugé suffisant pour éliminer le dommage causé à la branche de production nationale, l'article 13 prévoit des périodes d'application plus longues de six et neuf mois, respectivement, conformément à l'article 7.4 de l'Accord.

4. Réexamen selon des procédures accélérées pour les nouveaux venus

L'article 9.5 de l'Accord de l'OMC dispose ce qui suit:

"... les autorités procéderont dans les moindres délais à un réexamen ... pour les exportateurs ... qui n'ont pas exporté le produit vers le Membre importateur pendant

la période couverte par l'enquête ... Ce réexamen sera engagé et effectué selon des procédures accélérées par rapport aux procédures normales de fixation des droits ..."

Or, l'article 22.1 de la loi antidumping de l'Inde prévoit seulement que "l'autorité ... procédera périodiquement à un réexamen aux fins de ..." et ne contient aucune disposition explicite visant à garantir un réexamen selon des procédures accélérées pour les nouveaux venus.

En l'absence d'une disposition explicite, comment l'Inde fera-t-elle en sorte que sa pratique soit conforme à l'article 9.5 de l'Accord de l'OMC?

4. Réponse

L'autorité compétente entend procéder avec diligence aux réexamens concernant les nouveaux venus. L'expression "procédera périodiquement à un réexamen" sous-entend que les réexamens seront effectués selon des procédures accélérées.